

Service sécurité et risques
Cellule affichage des risques 3
Affaire suivie par : Christophe PARAT

Grenoble, le **05 JUIN 2024**

Le préfet de l'Isère
à
Mission régionale d'autorité environnementale du
Conseil Général de l'environnement et du
développement durable
DREAL Auvergne Rhône Alpes
Pôle autorité environnementale
69453 LYON Cedex 06

A/R

Objet : Saisine de l'autorité environnementale pour l'examen au cas par cas de la modification du PPRi Isère amont

PJ : note relative aux informations demandées au titre de l'article R. 122.18.I du Code de l'environnement et ses annexes.

Les articles L.122-4 et suivants, R.122-17 II-2° et R.122-18 du Code de l'environnement introduisent une procédure d'examen préalable pour apprécier, au cas par cas, le besoin d'évaluation environnementale des plans de prévention des risques naturels prévisibles prévus par l'article L.562-1 du même Code.

L'article R.122-18 du Code de l'environnement définit la procédure applicable à « l'examen du cas par cas » en imposant à la personne publique responsable du plan de fournir un certain nombre d'informations permettant à l'autorité environnementale de se prononcer sur l'intérêt ou non de réaliser une évaluation environnementale.

En tant qu'autorité environnementale compétente en ce qui concerne les PPR, vous trouverez ci-joint les éléments requis pour vous permettre de vous prononcer, au titre de la procédure d'examen au cas par cas, sur le besoin d'évaluation environnementale pour le projet de modification du PPRi Isère à l'amont de Grenoble.

Le champ de la modification du PPRi Isère amont est aujourd'hui stabilisé et a été arrêté en association étroite avec les collectivités locales concernées.

Pour toute question relative aux documents en annexes ou pour toute demande complémentaire, je vous invite à contacter le service sécurité et risques de la direction départementale des territoires de l'Isère.

Au regard des éléments portés au dossier, je vous prie de me faire savoir si la procédure de modification de ce plan nécessite une évaluation environnementale.

Conformément à l'article R122-18 du Code de l'environnement, l'absence de décision dans un délai de deux mois à compter de la réception par courrier de la présente demande, vaudra obligation de réaliser une évaluation environnementale.

Le préfet



Louis LAUGIER